



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 52.063/2
du 17 octobre 2012

advies 52.063/2
van 17 oktober 2012

sur

over

un projet d'arrêté ministériel
'modifiant l'arrêté ministériel du
6 novembre 2003 fixant le
montant et les conditions
d'octroi de l'intervention visée à
l'article 37, § 12, de la loi
relative à l'assurance obligatoire
soins de santé et indemnités,
coordonnée le 14 juillet 1994,
dans les maisons de repos et de
soins et dans les maisons de
repos pour personnes âgées'

een ontwerp van ministerieel
besluit 'tot wijziging van het
ministerieel besluit van
6 november 2003 tot vaststelling
van het bedrag en de
voorwaarden voor de toekenning
van de tegemoetkoming, bedoeld
in artikel 37, § 12, van de wet
betreffende de verplichte
verzekering voor geneeskundige
verzorging en uitkeringen,
gecoördineerd op 14 juli 1994, in
de rust- en verzorgingstehuizen
en in de rustoorden voor
bejaarden'

Le 19 septembre 2012, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par la Vice-Première Ministre et Ministre des Affaires sociales à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté ministériel 'modifiant l'arrêté ministériel du 6 novembre 2003 fixant le montant et les conditions d'octroi de l'intervention visée à l'article 37, § 12, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, dans les maisons de repos et de soins et dans les maisons de repos pour personnes âgées'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre le 17 octobre 2012. La chambre était composée de Yves KREINS, président de chambre, Pierre VANDERNOOT et Martine BAGUET, conseillers d'État, Yves DE CORDT et Christian BEHRENDT, assesseurs, et Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, greffier.

Le rapport a été présenté par Gabrielle JOTTRAND, première auditrice.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Martine BAGUET.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 17 octobre 2012.

*

Op 19 september 2012 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-Eerste Minister en Minister van Sociale Zaken verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van ministerieel besluit 'tot wijziging van het ministerieel besluit van 6 november 2003 tot vaststelling van het bedrag en de voorwaarden voor de toekenning van de tegemoetkoming, bedoeld in artikel 37, § 12, van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, in de rust- en verzorgingstehuizen en in de rustoorden voor bejaarden'.

Het ontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 19 september 2012. De kamer was samengesteld uit Yves KREINS, kamervoorzitter, Pierre VANDERNOOT en Martine BAGUET, staatsraden, Yves DE CORDT en Christian BEHRENDT, assessoren, en Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Gabrielle JOTTRAND, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Martine BAGUET.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 17 oktober 2012.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

OBSERVATION GÉNÉRALE

À l'article 8, § 2, et à l'article 19, 2^o, du projet qui modifient respectivement les articles 8, § 2, b), et 28^{ter}, § 2, de l'arrêté ministériel du 6 novembre 2003 'fixant le montant et les conditions d'octroi de l'intervention visée à l'article 37, § 12, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, dans les maisons de repos et de soins et dans les maisons de repos pour personnes âgées', il est fait mention de l'article 4^{bis} de l'arrêté royal du 17 août 2007 « précité » (pris en exécution des articles 57 et 59 de la loi-programme du 2 janvier 2001 'concernant l'harmonisation des barèmes et l'augmentation des rémunérations dans certaines institutions de soins').

Dans l'état actuel de la réglementation, cet arrêté ne contient pas d'article 4^{bis}.

Interrogé à ce sujet, le fonctionnaire délégué a répondu que « Cet article 4^{bis} doit être introduit dans l'arrêté royal du 17 août 2007 [...] par un projet d'arrêté royal qui vient également de parvenir au Conseil d'État ». Il s'agit du dossier enrôlé sous le n° 52.097/2 sur un projet d'arrêté royal 'modifiant l'arrêté royal du 17 août 2007 pris en exécution des articles 57 et 59 de la loi-programme du 2 janvier 2001 concernant l'harmonisation des barèmes et l'augmentation des rémunérations dans certaines institutions de soins', qui sera examiné par le Conseil d'État le 22 octobre 2012.

Par ailleurs les articles 2, 3, 11 et suivants du projet mentionnent les nouvelles catégories Cd et D, qui doivent être introduites dans les articles 148 et 150 de l'arrêté royal du 3 juillet 1996 'portant exécution de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994', par le projet d'arrêté royal 'modifiant l'arrêté royal du 3 juillet 1996 portant exécution de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994' qui a fait l'objet de l'avis 52.068/2 donné ce jour.

Il appartiendra à l'auteur du projet d'être attentif à synchroniser l'adoption et l'entrée en vigueur de ces dispositions.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

DISPOSITIF

Article 3

Le paragraphe 2, e), de l'arrêté ministériel du 6 novembre 2003 a été modifié par l'arrêté ministériel du 28 février 2005. Il convient dès lors d'insérer les mots « modifié par l'arrêté ministériel du 28 février 2005, » entre les mots « L'article 3, § 2, e), du même arrêté » et les mots « est remplacé ».

Article 5

Au 2°, il y a lieu d'écrire : « l'alinéa 2 est complété par la phrase suivante : 'le personnel infirmier (la suite comme au projet)' ».

Article 6

L'article 6 de l'arrêté ministériel du 6 novembre 2003 a été remplacé par l'arrêté ministériel du 4 juillet 2008 et modifié par les arrêtés ministériels des 2 mars 2009, 4 mai 2010 et 14 mars 2012. Dans la phrase liminaire, il convient dès lors d'insérer les mots « remplacé par l'arrêté ministériel du 4 juillet 2008 et modifié par les arrêtés ministériels des 2 mars 2009, 4 mai 2010 et 14 mars 2012 » entre les mots « Dans l'article 6 du même arrêté » et les mots « dont le texte ».

Au 1°, on supprimera, dès lors, les mots « insérés par l'arrêté ministériel du 14 mars 2012 ».

Article 8

1. Au paragraphe 1^{er}, à l'article 8, § 1^{er}, 1° en projet, on écrira, dans la version française, « y compris ses prestations (la suite comme au projet) ».

2. Au paragraphe 2, b), 4° en projet, il est fait mention de l'annexe à l'arrêté royal du 24 avril 2002 'rendant obligatoire la convention collective du travail du 14 juin 2000, conclue au sein de la Commission paritaire des soins de santé, relative à un projet de formation en art infirmier'. Cette convention collective n'est plus en vigueur.

Comme en a convenu le fonctionnaire délégué, il convient dès lors de citer la convention collective de travail actuellement en vigueur, à savoir celle du 11 avril 2011, conclue au sein de la Commission paritaire des établissements et des services de santé, relative au projet de formation en art infirmier qui a été rendu obligatoire par l'arrêté royal du 15 février 2012.

3. Au paragraphe 2, 11° en projet, le texte mentionne l'arrêté royal du 17 août 2007 « précité ». En fait, il s'agit de l'arrêté royal du 17 août 2007 'pris en exécution des articles 57 et 59 de la loi-programme du 2 janvier 2001 concernant l'harmonisation des barèmes et l'augmentation des rémunérations dans certaines institutions de soins'. Il convient de mentionner l'intitulé exact de l'arrêté royal du 17 août 2007 et donc de remplacer le mot « précité » par les mots « pris en exécution des articles 57 et 59 de la loi-programme du 2 janvier 2001 concernant l'harmonisation des barèmes et l'augmentation des rémunérations dans certaines institutions de soins ».

4. Au paragraphe 3, l'article 8, ayant été modifié par l'arrêté ministériel du 19 octobre 2004, il convient, dès lors, d'insérer les mots « modifié par l'arrêté ministériel du 19 octobre 2004, » entre les mots « L'article 8, § 2, c), du même arrêté » et les mots « est abrogé ».

5. Au paragraphe 4, l'article 8, § 2, d), ayant été modifié par l'arrêté ministériel du 19 octobre 2004, il convient, dès lors, d'insérer les mots « modifié par l'arrêté ministériel du 19 octobre 2004, » entre les mots « L'article 8, § 2, d), du même arrêté » et les mots « les mots ».

Article 9

Au 4°, il y a lieu d'écrire : « l'alinéa 3, b), est complété par la phrase suivante : 'Ce pourcentage de 20 % (la suite comme au projet)' ».

Article 10

L'article 13 a été modifié par les arrêtés ministériels des 19 octobre 2004, 30 juin 2010 et 14 mars 2012. Dans la phrase liminaire, il convient dès lors d'insérer les mots « modifié par les arrêtés ministériels des 19 octobre 2004, 30 juin 2010 et 14 mars 2012, » entre les mots « L'article 13 du même arrêté, » et les mots « sont apportées ».

En conséquence, au 2°, les mots « remplacé par l'arrêté ministériel du 30 juin 2010 » seront supprimés.

Article 12

L'article 19 a également été modifié par l'arrêté ministériel du 19 octobre 2004. Dans la phrase liminaire, il convient dès lors de remplacer les mots « complété par l'arrêté ministériel du 12 janvier 2011 » par les mots « modifié par les arrêtés ministériels des 19 octobre 2004 et 12 janvier 2011 ».

Article 13

L'article 20 a également été modifié par l'arrêté ministériel du 10 mars 2008. Dans la phrase liminaire, il convient dès lors d'insérer les mots « et modifié par l'arrêté ministériel du 10 mars 2008 » entre les mots « du 16 février 2007 » et les mots « les mots, ».

Article 14

C'est l'arrêté ministériel du 4 juillet 2008 qui a remplacé l'article 21 de l'arrêté ministériel du 6 novembre 2003. Il y a dès lors lieu de remplacer les mots « 28 février 2005 » par les mots « 4 juillet 2008 ».

Article 18

Il y a lieu de rédiger le 1^o comme suit : « 1^o l'alinéa 1^{er} du § 1^{er} est remplacé par les alinéas suivants : 'Art. 28bis. § 1^{er}. L'intervention par journée (la suite comme au projet)' ».

Article 19

L'article 28ter a également été modifié par l'arrêté ministériel du 14 mars 2012. Dans la phrase liminaire, il convient dès lors d'insérer les mots « et modifié par l'arrêté ministériel du 14 mars 2012 » entre les mots « du 4 mai 2010 » et les mots « sont apportées ».

Article 22

L'article 29ter a été inséré par l'arrêté ministériel du 10 mars 2008 et modifié par les arrêtés ministériels des 10 décembre 2009, 4 mai 2010 et 14 mars 2012. Dans la phrase liminaire, il convient dès lors d'insérer les mots « inséré par l'arrêté ministériel du 10 mars 2008 et modifié par les arrêtés ministériels des 10 décembre 2009, 4 mai 2010 et 14 mars 2012 » entre les mots « Dans l'article 29ter du même arrêté » et les mots « sont apportées ».

Au 2^o, on supprimera dès lors les mots « modifié par l'arrêté ministériel du 10 décembre 2009 ».

Article 25

Au 2^o, les mots « inséré par l'arrêté ministériel du 14 mars 2012 » doivent être supprimés.

Article 26

Au 3°, les mots « inséré par l'arrêté ministériel du 14 mars 2012 » doivent être supprimés.

Article 28

L'entrée en vigueur est fixée au 1^{er} octobre 2012 à l'exception de quelques dispositions pour lesquelles des modalités particulières d'entrée en vigueur sont prévues.

Compte tenu du moment où le texte sera signé, il appartiendra à l'auteur du projet de vérifier s'il envisage de donner ou non un effet rétroactif au texte en projet et de réécrire cette disposition conformément à son intention.

En tout état de cause, il y a lieu de rappeler à cet égard qu'il ne peut être conféré d'effet rétroactif aux arrêtés que lorsque la rétroactivité a une base légale, lorsqu'elle concerne une règle qui accorde des avantages dans le respect du principe d'égalité, ou dans la mesure où elle s'impose pour assurer le bon fonctionnement des services et ne porte pas atteinte, en principe, à des situations acquises.

La rétroactivité n'est admissible que si elle peut s'inscrire dans l'une de ces hypothèses.

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

ALGEMENE OPMERKING

In de artikelen 8, § 2, en 19, 2°, van het ontwerp, die wijzigingen aanbrengen in respectievelijk artikel 8, § 2, b), en artikel 28^{ter}, § 2, van het ministerieel besluit van 6 november 2003 'tot vaststelling van het bedrag en de voorwaarden voor de toekenning van de tegemoetkoming, bedoeld in artikel 37, § 12, van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, in de rust- en verzorgingstehuizen en in de rustoorden voor bejaarden', wordt gewag gemaakt van artikel 4^{bis} van het "voornoemde" koninklijk besluit van 17 augustus 2007 ('tot uitvoering van de artikelen 57 en 59 van de programmawet van 2 januari 2001 wat de harmonisering van de barema's en de loonsverhogingen in bepaalde gezondheidsinrichtingen betreft').

Bij de huidige stand van de regelgeving bevat dit besluit geen artikel 4bis.

Op een vraag daaromtrent heeft de gemachtigde ambtenaar geantwoord:

« Cet article 4bis doit être introduit dans l'arrêté royal du 17 août 2007 [...] par un projet d'arrêté royal qui vient également de parvenir au Conseil d'État »

Het betreft het dossier met rolnummer 52.097/2, betreffende een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van het koninklijk besluit van 17 augustus 2007 tot uitvoering van de artikelen 57 en 59 van de programmawet van 2 januari 2001 wat de harmonisering van de barema's en de loonsverhogingen in bepaalde gezondheidsinrichtingen betreft', dat door de Raad van State wordt onderzocht op 22 oktober 2012.

Voorts vermelden de artikelen 2, 3, 11 en volgende van het ontwerp de nieuwe categorieën C en D, die in de artikelen 148 en 150 van het koninklijk besluit van 3 juli 1996 'tot uitvoering van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994' moeten worden ingevoegd bij het ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van het koninklijk besluit van 3 juli 1996 tot uitvoering van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994', waarover heden advies 52.068/2 is verstrekt.

De steller van het ontwerp moet er zorg voor dragen dat het aannemen en de inwerkingtreding van die bepalingen synchroon verlopen.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

DISPOSITIEF

Artikel 3

Paragraaf 2, e), van artikel 3 van het ministerieel besluit van 6 november 2003 is gewijzigd bij het ministerieel besluit van 28 februari 2005. Bijgevolg dienen tussen de woorden "Artikel 3, § 2, e), van hetzelfde besluit" en de woorden "wordt vervangen" de woorden "gewijzigd bij het ministerieel besluit van 28 februari 2005," te worden ingevoegd.

Artikel 5

In de bepaling onder 2° schrijve men "het tweede lid wordt aangevuld met de volgende zin: 'Het verplegend uitzendpersoneel (voorts zoals in het ontwerp)'."

Artikel 6

Artikel 6 van het ministerieel besluit van 6 november 2003 is vervangen bij het ministerieel besluit van 4 juli 2008 en is gewijzigd bij de ministeriële besluiten van 2 maart 2009, 4 mei 2010 en 14 maart 2012. Bijgevolg dienen in de inleidende zin tussen de woorden "In artikel 6 van hetzelfde besluit," en de woorden "waarvan de bestaande tekst" de woorden

“vervangen bij het ministerieel besluit van 4 juli 2008 en gewijzigd bij de ministeriële besluiten van 2 maart 2009, 4 mei 2010 en 14 maart 2012,” te worden ingevoegd.

In de bepaling onder 1° moeten bijgevolg de woorden “, ingevoegd bij het Ministerieel Besluit van 14 maart 2012,” vervallen.

Artikel 8

1. In de Franse lezing van paragraaf 1 (ontworpen artikel 8, § 1, 1°) schrijve men “y compris ses prestations (voorts zoals in het ontwerp)”.

2. In de ontworpen paragraaf 2, b), 4°, wordt verwezen naar de bijlage bij het koninklijk besluit van 24 april 2002 ‘waarbij algemeen verbindend wordt verklaard de collectieve arbeidsovereenkomst van 14 juni 2000, gesloten in het Paritair Comité voor de gezondheidsdiensten, betreffende een vormingsproject tot verpleegkundigen’. Deze collectieve arbeidsovereenkomst is niet meer van kracht.

De gemachtigde ambtenaar is het ermee eens dat derhalve wordt verwezen naar de collectieve arbeidsovereenkomst die thans van kracht is, te weten die van 11 april 2011, gesloten in het Paritair Comité voor de gezondheidsinrichtingen en -diensten, betreffende het vormingsproject tot verpleegkundigen, algemeen verbindend verklaard bij het koninklijk besluit van 15 februari 2012.

3. In de ontworpen paragraaf 2, 11°, wordt verwezen naar het “voornoemde” koninklijk besluit van 17 augustus 2007. In feite betreft het het koninklijk besluit van 17 augustus 2007 ‘tot uitvoering van de artikelen 57 en 59 van de programmawet van 2 januari 2001 wat de harmonisering van de barema’s en de loonsverhogingen in bepaalde gezondheidsinrichtingen betreft’. Het exacte opschrift van het koninklijk besluit van 17 augustus 2007 moet worden opgegeven; men schrijve derhalve “van het koninklijk besluit van 17 augustus 2007 tot uitvoering van de artikelen 57 en 59 van de programmawet van 2 januari 2001 wat de harmonisering van de barema’s en de loonsverhogingen in bepaalde gezondheidsinrichtingen betreft”.

4. Aangezien artikel 8 gewijzigd is bij het ministerieel besluit van 19 oktober 2004, moeten bijgevolg in paragraaf 3, tussen de woorden “van hetzelfde besluit” en de woorden “wordt opgeheven”, de woorden “, gewijzigd bij het ministerieel besluit van 19 oktober 2004,” worden ingevoegd.

5. Aangezien artikel 8, § 2, d), gewijzigd is bij het ministerieel besluit van 19 oktober 2004, moeten bijgevolg in paragraaf 4, tussen de woorden “In artikel 8, § 2, d) van hetzelfde besluit” en het woord “worden”, de woorden “, gewijzigd bij het ministerieel besluit van 19 oktober 2004,” worden ingevoegd.

Artikel 9

In de bepaling onder 4° schrijve men “het derde lid, b), wordt aangevuld met de volgende zin: “Dit percentage van 20 % (voorts zoals in het ontwerp)”.

Artikel 10

Artikel 13 is gewijzigd bij de ministeriële besluiten van 19 oktober 2004, 30 juni 2010 en 14 maart 2012. Bijgevolg dienen in de inleidende zin, tussen de woorden “Artikel 13 van hetzelfde besluit” en de woorden “wordt gewijzigd”, de woorden “, gewijzigd bij de ministeriële besluiten van 19 oktober 2004, 30 juni 2010 en 14 maart 2012,” te worden ingevoegd.

In de bepaling onder 2° moeten bijgevolg de woorden “, vervangen bij het Ministerieel Besluit van 30 juni 2010,” vervallen.

Artikel 12

Artikel 19 is eveneens gewijzigd bij het ministerieel besluit van 19 oktober 2004. Bijgevolg dienen in de inleidende zin de woorden “vervolledigd bij het Ministerieel Besluit van 12 januari 2011” vervangen te worden door de woorden “gewijzigd bij de ministeriële besluiten van 19 oktober 2004 en 12 januari 2011,”.

Artikel 13

Artikel 20 is eveneens gewijzigd bij het ministerieel besluit van 10 maart 2008. Bijgevolg dienen in de inleidende zin, tussen de woorden “van 16 februari 2007” en het woord “, worden”, de woorden “en gewijzigd bij het ministerieel besluit van 10 maart 2008” te worden ingevoegd.

Artikel 14

Artikel 21 van het ministerieel besluit van 6 november 2003 is vervangen bij het ministerieel besluit van 4 juli 2008. Bijgevolg dienen de woorden “28 februari 2005” vervangen te worden door de woorden “4 juli 2008”.

Artikel 18

De bepaling onder 1° moet als volgt worden geredigeerd: “1° het eerste lid van § 1 wordt vervangen door de volgende leden: ‘Art. 28bis. § 1. De tegemoetkoming per dag (voorts zoals in het ontwerp)’”.

Artikel 19

Artikel 28ter is eveneens gewijzigd bij het ministerieel besluit van 14 maart 2012. Bijgevolg dienen in de inleidende zin, tussen de woorden “van 4 mei 2010” en het woord “, wordt”, de woorden “en gewijzigd bij het ministerieel besluit van 14 maart 2012” te worden ingevoegd.

Artikel 22

Artikel 29ter is ingevoegd bij het ministerieel besluit van 10 maart 2008 en gewijzigd bij de ministeriële besluiten van 10 december 2009, 4 mei 2010 en 14 maart 2012. Bijgevolg dienen in de inleidende zin, tussen de woorden “Artikel 29ter van hetzelfde besluit” en het woord “wordt”, de woorden “, ingevoegd bij het ministerieel besluit van 10 maart 2008 en gewijzigd bij de ministeriële besluiten van 10 december 2009, 4 mei 2010 en 14 maart 2012,” te worden ingevoegd.

In de bepaling onder 2° moeten bijgevolg de woorden “, gewijzigd bij het Ministerieel Besluit van 10 december 2009,” vervallen.

Artikel 25

In de bepaling onder 2° moeten de woorden “, ingevoegd bij het Ministerieel Besluit van 14 maart 2012,” vervallen.

Artikel 26

In de bepaling onder 3° moeten de woorden “, ingevoegd bij het Ministerieel Besluit van 14 maart 2012,” vervallen.

Artikel 28

Dit besluit treedt in werking op 1 oktober 2012, met uitzondering van enkele bepalingen, waarvoor een bijzondere regeling van inwerkingtreding geldt.

Gelet op het tijdstip waarop de tekst zal worden ondertekend, dient de steller van het ontwerp na te gaan of hij al dan niet terugwerking wenst te verlenen aan de ontwerptekst en dient hij deze bepaling te herschrijven overeenkomstig zijn bedoeling.

Hoe dan ook moet in dit verband worden opgemerkt dat aan besluiten alleen terugwerkende kracht kan worden verleend indien voor de retroactiviteit een wettelijke grondslag bestaat, de retroactiviteit betrekking heeft op een regeling die, met inachtneming van het gelijkheidsbeginsel, voordelen toekent of in zoverre de retroactiviteit noodzakelijk is voor de goede werking van de diensten en daardoor, in beginsel, geen verkregen situaties worden aangetast.

Enkel indien de retroactiviteit in één van deze gevallen valt in te passen, kan deze worden aanvaard.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Anne-Catherine VAN GEERSDAELE

Yves KREINS